



Réseau Cocagne

Cocagne organise la rencontre entre les acteurs de la solidarité de l'agriculture

Le 17 septembre 2021, à l'occasion du 2e festival alimentaire à la Maison Cocagne, le Réseau Cocagne organisait la table ronde : « Entre social et agricole : quelles voies de co-construction de la transition alimentaire ? ». FOREBIO, la Fédération Française des Banques Alimentaires, Emmaüs, la FAS, la FNCUMA, la CCMSA, la Fondation Carrefour, la FNAB, Territoires zéro chômeur de longue durée et le Réseau Cocagne, bien sûr : 10 organisations ont participé à cette table ronde pour échanger sur les enjeux communs, comprendre les contraintes et approches de chacun et envisager des pistes de collaborations.

I - L'emploi agricole

1,5 millions d'actifs, 1^{er} employeur d'1/4 des communes (rurales) de France, l'agriculture emploie, certes, mais emploie beaucoup de CDD, génère beaucoup de travailleurs précaires, y compris au sein des exploitants agricoles et des « aidants » familiaux. Face à ce constat, 2 enjeux identifiés pour tous :

1. la capacité des agriculteurs à mieux rémunérer leurs salariés
2. et la possibilité de sortir de l'emploi saisonnier pour proposer des CDI.

A ces problématiques, le Réseau Cocagne en rajouter une 3^e : la confrontation entre une culture du travail du monde agricole très exigeantes et celle de travailleurs précaires qui font face à des difficultés de vie (santé, mobilité, etc.) qui les empêchent de répondre à de tels exigences.

Manque de main d'œuvre agricole : une question de survie pour fermes et donc de sécurité alimentaire pour la France

Pour Christophe Perraud, président de la FNCUMA, la question de l'emploi agricole, mais aussi de renouvellement des générations agricoles, c'est une question de survie, notamment pour l'élevage laitier qui est en train de disparaître en France. « C'est un problème de sécurité alimentaire. [...] On pourrait faire plein de choses pour diversifier, pérenniser les fermes existantes, mais on n'a pas assez de têtes et de bras pour le faire ». Parmi les leviers identifiés par la FNCUMA : la valorisation du métier d'agriculteur par l'action de terrain, par les groupes locaux pour aller chercher des candidats à l'installation et donner envie.

Cependant, à cette problématique de l'attractivité des métiers agricoles soulevée également par la CCMSA, Valérie Hanon répond « les agriculteurs ont besoin de bras, mais il y a des gens derrière les bras, il faut s'en préoccuper. » Mathieu Lancry, de Forébio, en est conscient « Etre employeur n'est pas donné à tt le monde, quand je suis passé en agriculture bio, j'ai dû apprendre à travailler avec d'autres. Ce n'est pas évident d'expliquer le travail à

des personnes qu'on emploie pour 1 semaine ». Pour Philippe Camburet, président de la FNAB, « Il y a des besoins de formations courtes, pour les salariés agricoles, mais aussi pour les employeurs agricoles autour du bien-être au travail. Il y a aussi des questions d'amélioration des conditions d'accueil. ».

Pour ce faire, l'idée est d'étendre l'expérimentation des Hauts de France ATEC.

Une juste rémunération des agriculteurs pour mieux rétribuer les salariés agricoles

Il y a un enjeu à rémunérer mieux les salariés agricoles, mais pour ça il faut que les agriculteurs en aient les moyens. « L'enjeu de la bio, c'est qu'elle devienne équitable » déclare Mathieu Lancry. Pour Philippe Camburet, président de la FNAB, « la diversification est l'occasion de revoir la question de la main d'œuvre et d'envisager son métier différemment. C'est souvent l'occasion de recruter ou même de s'associer. C'est le constat que nous faisons à la FNAB. D'autant qu'employer localement, c'est une question mobilisatrice pour les élus qui, à travers ce prisme, peuvent se révéler plus sensibles aux enjeux de l'agriculture bio. » A noter que l'agriculture est un des rares secteurs d'activités qui bénéficient d'exonération de charges pour les saisonniers (les T.O.D.E.).

Vers une organisation collective des employeurs ou des salariés ?

Pour Mathieu Lancry, la solution passe par les groupements d'employeurs, de façon à garder les mêmes personnes sur l'année qui tournent entre les fermes. Pour Christophe Perraud, président de la FNCUMA, il faut même aller plus loin. La mise en réseau des groupements d'employeurs, notamment entre métiers différents, pour les renforcer, leur donner de la souplesse.

Valérie Hanon, directrice des Jardins de Cocagne de Blois, a souhaité prendre la question à l'envers : au lieu d'envisager une organisation collective d'employeur, elle a souhaité mettre en place une organisation collective de salariés. Pourquoi ? Parce qu'il faut solutionner un certain nombre de problèmes liés à l'emploi agricole :

- face à la situation géographique des fermes souvent éloignées des réseaux de transport public, se pose la question de la mobilité (permis de conduire, véhicule ...)
- face au besoin de faire tourner les ouvriers agricoles de ferme en ferme, il faut comprendre l'inconfort psychologique que génère le fait de changer sans arrêt de chef, d'équipe, de lieux, d'habitude ; il faut aussi savoir se rendre disponible lors d'une mission sur une ferme pour prospecter / accepter la mission suivante
- face aux missions courtes proposées par les fermes, il faut être opérationnel et efficace de suite.

Pour répondre à tous ces enjeux, le Jardin de Cocagne de Blois a expérimenté un dispositif d'unité mobile de main d'œuvre pour collectiviser les problématiques (mobilité, encadrement, ...) et les résultats attendus. Cette expérimentation a été arrêtée car cette proposition n'engendre pas de prise de conscience chez les agriculteurs, au contraire. Certains agriculteurs crient "on a besoin de bras", mais qui ne souhaitent pas s'intéresser au fait qu'il y a des gens derrière les bras. D'autres producteurs, dont les bio, trouvent des ouvriers agricoles. Parmi les 500 000 ouvriers agricoles employés chaque année, seuls 250 000 reviennent l'année suivante. Et ceux là reviennent dans les fermes où ils sont bien accueillis.



Réseau Cocagne

L'alimentation est un besoin essentiel qui doit générer une offre de travail utile accessible aux personnes en situation de précarité

"L'alimentation est certainement un élément de la réponse de l'accès à l'emploi pour tous mais en insistant bien sur la manière de le faire. Il faut accompagner le volontarisme en la matière." rebondit Pascal Brice, président de la FAS. Cela passe par des politiques publiques et la prise en compte de la nécessité d'accompagner les personnes, de les former, de l'articuler aux besoins du territoire. Tout est envisageable, pour répondre à l'accueil de migrants, qui peuvent se révéler en agriculture, pour la réinsertion de publics sous-main de justice (en placement extérieur), comme le fait Emmaüs, ... pourvu que les personnes qui accompagnent ces personnes soient des professionnels formés à aider ces publics et pourvu qu'il soit possible de lever des freins tels que les réticences de la population locale à voir s'installer des fermes d'insertion ou les craintes des agriculteurs eux-mêmes, de concurrence déloyale. Pour favoriser le nombre de passerelles vers l'emploi agricole, Emmaüs proposent d'augmenter la durée maximale du contrat d'insertion au-delà des 2 ans car l'agriculture est vraiment un changement de milieu. Les dispositifs de l'insertion tels que les PMSMP et l'AFEST sont de bons outils pour créer des passerelles. Par ailleurs, le lien ville - campagne peut peut-être permettre de trouver des solutions (rémunération, attractivité du métier, ...).

Le besoin de travail utile se situe aussi sur l'approvisionnement de la restauration hors domicile. Ainsi, pour des organisations comme Emmaüs, il y a un enjeu à améliorer la qualité de l'alimentation proposée dans leurs centres d'hébergement.

De son côté, la Fondation Carrefour travaille à l'attractivité du métier de distribution et à des programmes de sensibilisation et de formation. "Redonnons de la valeur à la mission d'orientation" affirme Marie Astrid Raoult, directrice de la Fondation Carrefour.

Pour Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée (TZCLD), c'est au local que ça se passe, l'idée est de faire participer les personnes en recherche d'emploi à l'identification des besoins de leurs territoires articulés à leurs envies et compétences. "Le bien manger est systématiquement un besoin identifié sur les territoires d'expérimentation".

II - Quelle économie pour répondre aux enjeux de l'accessibilité alimentaire ?

L'enjeu est de définir comment fabriquer de l'alimentation de qualité avec les personnes en situation de précarité et de façon économique, c'est à dire pas dans le cadre d'une économie de la charité, mais dans le cadre d'une économie marchande et non marchande hybridée.

Les acteurs agricoles et ceux de la solidarité ont plusieurs enjeux en commun :

- la question de l'autonomie alimentaire, car sans capacité alimentaire des territoires, pas d'aide alimentaire ;
- la question de la transition écologique, avec une logique de circuit court et de non gaspillage alimentaire ;
- la question de la précarité dans les territoires ruraux, précarité souvent cachée.

La crise a eu un effet révélateur pour penser de nouvelles coopérations

Parmi les solutions, il y a :

- tous les dispositifs d'aller vers ;

- les ateliers de transformation pour prolonger la vie des produits, leur donner de la valeur ;
- le lien à l'insertion

Ce qui est nouveau avec la crise, c'est le sujet de l'approvisionnement local pour les Banques Alimentaires, qui se sont trouvées à cours d'approvisionnement et se sont rapprochées de structures comme les Jardins de Cocagne. Cette expérience a soulevé la question du modèle économique. En effet, le Jardin de Cocagne de Blois donnait déjà ses surplus aux banques alimentaires et assurait la coordination des dons agricoles des producteurs locaux. Mais pour aller au-delà, l'idée est de sortir du don alimentaire. La crise COVID a engendré de nouveaux projets partenariaux comme à Blois avec 3 niveaux d'intervention :

1. L'approvisionnement de l'aide alimentaire financé par des subventions
2. La planification de cultures dédiées à l'aide alimentaire dites de "production solidaire"
3. La création d'un atelier de transformation et d'une épicerie itinérante en insertion.

L'ensemble de ces propositions sont coordonnées par le Jardin de Cocagne de Blois. "En réalité, cette expérience montre bien qu'on peut monter des projets hybrides avec des relations réciproques qui sont en train d'être inventées".

Même sans être en temps de crise, ces solutions doivent être développées. En effet,

- La grande distribution doit faire attention à limiter ses surplus,
- Les dons des grandes surfaces sont insatisfaisants et non choisis (les banques alimentaires doivent accepter des volumes plus ou moins importants à récupérer rapidement, avec des questionnements autour de leur intérêt en termes d'équilibre alimentaire)

Les associations d'aide alimentaire sont donc intéressées par un approvisionnement de qualité issu des Jardins de Cocagne notamment. Les productions solidaires ont vocation à être commercialisées au prix de gros. L'enjeu est donc de trouver comment financer ce prix de gros. Pourquoi pas avec l'argent public servant à financer la défiscalisation des dons des surplus des grandes surfaces ou avec l'appui des collectivités locales. La CCMSA propose aussi aux Jardins de Cocagne d'aller à la rencontre des caisses locales des MSA pour obtenir des soutiens.

L'expérience de Blois montre comment on peut travailler sur la diversification qualitative de l'aide alimentaire tout en renforçant l'économie alimentaire des territoires par l'insertion. En effet, à travers ce projet partenarial, le Jardin de Cocagne de Blois a renforcé sa capacité de service au territoire.

Changer d'échelle

Peut-on lutter contre des choses qui sont de l'ordre de pandémies, ou de vrais risques de sécurité alimentaire par nos processus d'innovations incrémentales ? Dominique Hays, président du réseau Cocagne affirme que non. "C'est une question importante, une question de plan Marshall, immatériel, humain". "Il nous faut un asselement de richesses humaines, de quel asselement parle-t-on ? Il faut des personnes polyvalentes pour répondre à des enjeux transversaux de filières alimentaires à imaginer sur des logiques territoriales. Il faut un contingent de personnes pas forcément qualifiées, avec des structures comme les Jardins de Cocagne pour faire interface et les encadrer, et ainsi proposer des solutions lorsqu'il y a des pannes dans les rouages autour de la production, la transformation, la distribution, l'accompagnement des mangeurs. " L'idée serait donc d'avoir une lecture territoriale pour identifier les maillons manquants de la filière alimentaire, ce qui suppose de sortir de son quant à soi pour prendre le risque de l'autre, en utilisant notamment le dispositif des PTCE (pôles territoriaux de coopération territoriale). Cette méthodologie permettrait de résoudre un certain nombre d'obstacles :

- de revenus des agriculteurs
- de besoins de main d'oeuvre saisonniers

- les conditions de travail, etc.

Dans cette logique, ce qui a été présenté par le Jardin de Cocagne de Blois prend la forme, dans le Nord de la France, d'écopôles alimentaires qui, dans le cadre d'un PTCE, :

1. agissent avec les parties prenantes sur l'organisation de la filière et de ses besoins en emploi
2. accompagnent les mangeurs avec un vrai souci de justice sociale alimentaire
3. travaillent à qualifier ces nouveaux emplois de la transition non délocalisables et ouverts à des personnes avec un faible niveau de qualification
4. le tout en se situant dans un nouveau modèle économique, celui de l'économie de la coopération et de la fonctionnalité.

Pour tout ça, il faut que nous nous désintoxiquions des habitudes économiques que nous avons tous.

Parmi les propositions qui ressortent de cette discussion, pourquoi ne pas travailler à la systématisation d'une production solidaire au sein des Jardins de Cocagne ce qui permettrait d'atteindre rapidement 100 ha ou plus dédiés à l'aide alimentaire. Au-delà des Jardins de Cocagne, on peut même imaginer que les relations de confiance nouées sur les territoires entre les agriculteurs et les Jardins de Cocagne permettent d'intégrer les producteurs dans cette logique de production solidaire, en faisant interface, car les agriculteurs n'ont pas le temps de s'occuper de tout.

Comment l'insertion peut-elle répondre aux besoins des producteurs et aux maillons manquants de la filière alimentaire

Pour Forébio, avec le prisme de la filière fruits & légumes, l'insertion peut apporter des solutions en matière de logistique et de conditionnement. C'est ce qui va s'expérimenter prochainement dans le Nord de la France, à l'image de ce qui se fait déjà à Blois ou dans les Pays de Loire. En effet, pour les Organisations Economiques de Producteurs Bio (OEPB), ce n'est pas 4 méga centrales qui gèrent toute la logistique en France, qu'on pourra faire du local. Pour distribuer localement, les OEPB ont besoin d'espaces de stockage, de préparation de commandes et de distribution. Voire d'associer à ces plateformes locales, des ateliers de transformation pour valoriser ce qui ne rentre pas dans la norme (calibrage, ...) pour en faire des soupes, ou autre, ce qui permettrait d'éviter le gaspillage à la production en valorisant tous les écarts de tri. Ainsi, une meilleure valorisation de la production permettrait d'embaucher plus de monde. Par ailleurs, il est intéressant de penser des organisations collectives associant les producteurs et les Jardins de Cocagne pour créer des espaces de discussion pour éviter de baisser les prix pour se débarrasser d'une production en surplus par exemple, ce qui a toujours un effet délétère sur l'ensemble des producteurs locaux.

Pour la FNCUMA, qui s'est engagée dans l'appel à projet de France Relance autour de l'alimentation solidaire car ça allait dans le sens de son projet politique (participation au renouvellement des générations agricoles, transition des modes de production et implication sur les territoires), les attentes de coopération avec l'insertion se situent autour de 3 expérimentations : la cuisine mobile, l'épicerie sociale et solidaire, la légumerie solidaire.

Ces illustrations ne sont pas exhaustives mais l'idée est de capitaliser pour donner une énergie. Aujourd'hui, les agriculteurs engagés dans les CUMA pensent leur avenir différemment, centré sur la logique de développement territorial. La question de l'insertion

viendra naturellement s'intégrer dans cette vision, non pas comme un axe central pour les agriculteurs, mais comme une composante, nécessairement liée à une dimension économique. Ne pas oublier que la précarité touche aussi les agriculteurs.

Julien Adda, directeur du Réseau Cocagne ajoute "je vois que vous travaillez avec l'ITAB sur un projet nommé Transaat pour lever les freins à la transition vers l'alimentation durable, tant des producteurs que des consommateurs. Une des propositions est d'organiser des visites de coproduction de savoirs pour favoriser l'interconnaissance. Pourquoi ne pas imaginer la même chose entre les acteurs de la solidarité et les acteurs agricoles ?".

Pour la FNAB, "ce que vous pouvez nous apporter, c'est de nous laisser moins seuls, car la bio est encore insuffisante pour avoir une légitimité sur un certain nombre de sujets." L'insertion peut aider à ouvrir un champ des possibles, pour les agriculteurs qui pourraient s'ouvrir à la conversion et pour les personnes qui se posent la question de l'installation. Or certains projets d'installation ou de conversion ne peuvent se concrétiser qu'avec de la main d'œuvre, pour de la diversification, de la vente à la ferme ou pour de la transformation. Les solutions qu'on a entendues aujourd'hui comme l'expérimentation de Blois sur les unités mobiles de main d'œuvre sont enthousiasmantes car elles peuvent contribuer à stopper l'érosion du dynamisme rural" projette Philippe Camburet, président de la FNAB.

Par ailleurs, on voit trop souvent diffusé le cliché de l'agriculture biologique élitiste. "Personnellement, je le vis mal." Le travail autour de l'accessibilité alimentaire permettrait de casser ce cliché. "Passer d'une agriculture élitiste à une agriculture populaire, pour la bio, ça compte. C'est pour ça qu'on s'implique sur des dispositifs de familles à alimentation positive et de bio en restauration collective."

Conclusion en quelques mots

- Importance de l'accompagnement social des personnes précaires
- Possibilité pour les agriculteurs de transformer leur projet agricole en projet social en dédiant des surfaces à un projet en insertion
- Le local : une portée d'entrée pour beaucoup de choses (coopération, transition, ...)
- Pourquoi ne pas défiscaliser le glanage ?
- Des expérimentations : embryon d'écosystèmes
- L'alimentation comme axe central du dynamisme associatif et du lien social.
- Accès aux droits,
- Développement social local
- Le travail en partenariat
- Nouvelles façons de travailler ensemble
- Continuons à tisser des ponts pour construire la société que nous voulons
- Des initiatives, il en existe dans tous les Jardins. L'enjeu est de changer d'échelle et ça se fera par la coopération.
- Se sentir la capacité de créer ces associativités dans ce que nous appelons la démocratie sociétale.